Nations Unies ESCAP/81/16

Conseil économique et social

Distr. générale
4 février 2025

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Quatre-vingt-unième session
Bangkok, 21-25 avril 2025
Point 5 g) de l'ordre du jour provisoire*
Examen de l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique et questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique : politiques macroéconomiques, réduction de la pauvreté et financement du développement

Perspectives, enjeux et questions de politiques macroéconomiques pour la région Asie-Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

La croissance économique des pays en développement de la région Asie-Pacifique devrait rester globalement stable en 2025 et 2026. Le recul de l'inflation associé à la diminution des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires devrait réduire le coût de la vie et ouvrir la voie à une politique monétaire plus accommodante. La baisse des coûts d'emprunt, pour sa part, pourrait faciliter des mesures de politique budgétaire proactives pour soutenir la consommation des ménages et les dépenses d'équipement dans certains pays. Pour dynamiser les perspectives économiques à long terme et assurer une création d'emplois suffisante, les pays devront s'employer avant tout à améliorer la productivité.

Dans l'élaboration des stratégies économiques à long terme propres à favoriser la transformation structurelle indispensable à un développement économique durable et inclusif, les décideurs ne peuvent ignorer les vents contraires qui perturbent les perspectives macroéconomiques à court terme. L'escalade des tensions commerciales attribuable à l'imposition de nouvelles restrictions et la fragmentation technologique persistante pourraient perturber les chaînes de valeur régionales, ce qui ferait peser un risque sur les exportations de la région et ses perspectives économiques à court terme. Dans le même temps, les tensions géopolitiques restent une source d'incertitude et pourraient désorganiser les routes maritimes et faire grimper les prix mondiaux des produits de base. Pour de nombreuses économies en développement de l'Asie et du Pacifique, les ressources budgétaires disponibles pour venir en aide aux personnes vulnérables restent limitées, car le surendettement public demeure à un niveau élevé. En outre, l'amélioration de la productivité du travail s'est ralentie ces dernières décennies, ce qui n'est pas de bon augure pour les perspectives économiques.

Dans le présent document, le secrétariat passe en revue les résultats économiques récents et met en évidence les perspectives économiques à court terme ainsi que les principaux enjeux et risques auxquels font face les responsables des politiques macroéconomiques en Asie et dans le Pacifique. Il souligne également combien il importe d'accroître la productivité dans l'ensemble de l'économie pour assurer un développement économique durable.

* ESCAP/81/1.

Merci de recycler

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique souhaitera peut-être prendre note des conclusions contenues dans le présent document et donner des orientations au secrétariat afin de le guider dans ses prochains travaux d'analyse ainsi que dans la planification et la préparation des futures activités d'assistance technique et de renforcement des capacités.

I. Introduction

1. Les économies de la région Asie-Pacifique sont restées dynamiques par rapport à d'autres parties du monde en 2024, contribuant à hauteur d'environ 60 % à la croissance économique mondiale. De nombreux pays de la région ont fait preuve d'une résilience économique remarquable face à la série de chocs négatifs intervenus ces dernières années. Certains d'entre eux sont également devenus des chefs de file mondiaux dans le domaine des technologies, des équipements et des produits contribuant à la durabilité environnementale. Néanmoins, la croissance économique moyenne des pays en développement de la région s'est ralentie en 2024 par rapport à 2023 et est restée inférieure au rythme enregistré avant le début de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La reprise des exportations de marchandises et, dans une moindre mesure, des dépenses de consommation a favorisé la croissance de la production. Le taux d'inflation régional moyen a régulièrement diminué en 2024, en raison de la baisse des prix mondiaux des produits de base et de la réduction de la menace de dépréciation monétaire, bien que certains pays aient continué de faire face à une inflation élevée et persistante. Comme suite à la série de chocs subis ces dernières années, notamment la pandémie de COVID-19 et la crise du coût de la vie, la pauvreté a perduré et les inégalités de revenus se sont creusées sous l'effet d'une reprise inégale de l'emploi, de la baisse du pouvoir d'achat de nombreux(ses) salarié(e)s et de l'inadéquation de la protection sociale. Conjugués à une économie mondiale de plus en plus incertaine et fragmentée, les risques élevés liés à la dette souveraine dans plusieurs pays de l'Asie et du Pacifique compromettent la capacité de la région de promouvoir une croissance économique soutenue et inclusive et de contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable.

2. Dans ce contexte, le présent document donne une vue d'ensemble de l'évolution récente de la situation socioéconomique des économies en développement de la région Asie-Pacifique, couvrant des questions telles que la croissance économique, l'inflation, l'emploi, la pauvreté, l'inégalité ainsi que la situation budgétaire et le niveau de l'endettement public. Il contient également un examen des perspectives économiques à court terme et des risques de ralentissement pour la région.

3. Sont également passés en revue certains des enjeux à surmonter pour assurer la croissance économique et le développement de la région à moyen terme, notamment un ralentissement du rythme de convergence des revenus avec les économies développées, la diversification plus difficile dans les secteurs économiques à plus forte valeur ajoutée et l'arbitrage délicat entre la poursuite des objectifs macroéconomiques traditionnels, comme la stabilité et la croissance économiques et la promotion d'une transformation économique verte. Des stratégies sont proposées pour faire face à ces enjeux, à savoir donner la priorité à l'amélioration de la productivité et à la mise à niveau sectorielle, intégrer les chaînes de valeur régionales vertes et favoriser une coopération régionale inclusive.

II. Évolution récente de la situation socioéconomique

A. Croissance économique

4. La croissance économique moyenne des pays en développement de l'Asie et du Pacifique s'est ralentie pour revenir à 4,7 % en 2024, contre 5,1 % en 2023 et 5,5 % au cours de la période prépandémique (2015-2019). Malgré ce ralentissement, les économies de la région sont restées dynamiques par rapport à d'autres parties du monde, contribuant pour environ 60 % à la croissance économique mondiale en 2024.

5. La vigueur des exportations de marchandises a été le principal moteur de l'expansion économique globale. Le volume des exportations s'est accru de 3,4 % en 2024, après une contraction de 0,9 % en 2023[1]. Les exportations vers les États-Unis d'Amérique et les pays de la région Asie-Pacifique (à l'exclusion de la Chine) ont contribué à ce redressement. En 2024, le commerce intrarégional (hors Chine) a représenté 54,5 % des échanges totaux de la région, tandis que les parts dans les échanges de la Chine, de l'Union européenne et des États-Unis se sont situées, respectivement, à 15,3 %, 11,9 % et 10,5 %.

6. La hausse de la demande de produits électroniques et de semi-conducteurs dédiés à l'intelligence artificielle a été notable, bien qu'elle n'ait bénéficié directement qu'à quelques grands acteurs régionaux, comme la Chine, la Malaisie, la République de Corée et Singapour. Les exportations de services ont également enregistré de bons résultats, le nombre d'arrivées de touristes approchant ou dépassant les niveaux d'avant la pandémie dans de nombreux pays, y compris dans les îles du Pacifique où le secteur touristique joue un rôle important, comme les Fidji, les Îles Cook, les Îles Salomon et Samoa. De même, la progression des envois de fonds est passée de 1,4 % en 2023 à 7,1 % en 2024 et a été particulièrement marquée dans les pays ayant d'importantes communautés de la diaspora, comme le Pakistan et le Tadjikistan. Bien que dans une moindre mesure que les exportations, les dépenses de consommation ont également soutenu la croissance économique de la région en 2024, enregistrant une solide performance au premier semestre de l'année avant de perdre un peu de vigueur au second semestre.

7. Le ralentissement global de la croissance de la production a été largement imputable à la perte de vitesse enregistrée dans les grandes économies de la région. Par exemple, la croissance économique de la Chine s'est légèrement tassée, tombant de 5,2 % en 2023 à 5,0 % en 2024, notamment en raison de l'escalade des tensions commerciales internationales. De plus, bien qu'elle soit restée forte à 7,1 % en 2024, la croissance économique de l'Inde a diminué par rapport aux 8,2 % de 2023, en raison d'une moindre expansion de la consommation privée et des dépenses totales d'équipement.

8. L'année 2024 a été marquée par des différences importantes entre les résultats économiques des sous-régions de l'Asie-Pacifique. En Asie de l'Est et du Nord-Est, la croissance de la production en République de Corée s'est accélérée grâce à de fortes exportations de produits de haute technologie alors que la consommation des ménages et l'investissement sont restés atones. En Mongolie, le dynamisme du secteur minier a contribué à stimuler la croissance économique. En revanche, l'économie japonaise a ralenti sous l'effet d'une inflation relativement élevée et d'une activité plus faible dans le secteur automobile. En Asie du Sud et du Sud-Ouest, l'activité économique a connu

[1] Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), « Asia-Pacific trade and investment trends 2024/2025: trade in goods and commercial services » (Bangkok, 2024).

un regain de vigueur au Pakistan et à Sri Lanka en 2024 après s'être contractée en 2023, tandis que l'augmentation des arrivées de touristes et les investissements dans de grands projets d'infrastructure ont soutenu la croissance de la production au Bhoutan, aux Maldives et au Népal. À l'inverse, l'activité économique s'est ralentie au Bangladesh et en Türkiye sur fond d'inflation élevée et d'incertitudes macroéconomiques. En Asie du Nord et en Asie centrale, si la Fédération de Russie a connu en 2024 une croissance économique relativement forte (4,0 %), grâce aux exportations de ressources et aux dépenses publiques en matière de construction et de prestations sociales, des signes de ralentissement sont apparus vers la fin de l'année du fait de la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt. Les pays de l'Asie du Sud-Est ont enregistré une plus forte croissance de la production en 2024, grâce à une demande intérieure robuste et à de solides exportations de marchandises et flux d'investissements étrangers directs. Dans la sous-région du Pacifique, la croissance économique s'est accélérée grâce à la poursuite de la reprise dans les secteurs du tourisme et des ressources et à l'élargissement des programmes de travailleurs saisonniers en Australie et en Nouvelle-Zélande, qui ont généré des envois de fonds.

9. Comme en 2023, la croissance économique des pays de la région Asie-Pacifique en situation particulière – pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement – a progressé de 4,5 %, 4,3 % et 3,6 %, respectivement, en 2024, ce qui est inférieur à la moyenne régionale de 4,7 %. La croissance de la production dans les pays les moins avancés n'a pas non plus atteint l'objectif de 7 % fixé dans la cible 8.1 associée aux objectifs de développement durable. Plusieurs facteurs ont pesé sur les résultats économiques de ces groupes de pays. Par exemple, les pays en développement sans littoral exportateurs de produits de base ont été confrontés à une baisse de la demande de pétrole et d'autres produits de base essentiels et de nombreux pays les moins avancés et petits États insulaires en développement ont continué de faire face à une lourde charge de la dette, à de faibles dépenses d'équipement et à des problèmes d'instabilité macroéconomique.

B. Inflation

10. L'inflation globale moyenne dans les économies en développement de la région Asie-Pacifique est tombée à 4,8 % en 2024, contre 5,2 % en 2023 et 7,6 % en 2022. Toutefois, le taux d'inflation de 2024 est resté supérieur à la moyenne de 3,4 % enregistrée au cours de la période prépandémique (2015-2019). Les derniers taux d'inflation mensuels dans plus de la moitié des pays de la région sont inférieurs aux objectifs officiels ou se situent dans les fourchettes visées. L'inflation ayant été alimentée récemment par des facteurs liés à l'offre dans de nombreuses parties de la région[2], la baisse des prix mondiaux des produits de base a contribué à la faire reculer. L'indice international des prix des produits alimentaires est actuellement inférieur d'environ 20 % à son niveau de 2022, lorsque les prix mondiaux des produits de base ont augmenté en raison de la guerre en Ukraine et des sanctions internationales qui l'ont accompagnée, tandis que les cours du pétrole ont chuté de 2,3 % en 2024. Les orientations monétaires restrictives adoptées précédemment dans la région ont également contribué à faire baisser l'inflation.

11. L'appréciation monétaire observée dans plusieurs économies de la région a également contribué au recul de l'inflation. Après une période de politique monétaire restrictive, amorcée au début de 2022, la Banque centrale

[2] Andrew Tsang, Catharine Kho et Megan Chong, « Changing dynamics of core inflation in ASEAN+3 », note analytique, Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3, 28 février 2024.

européenne et la Réserve fédérale des États-Unis ont commencé à réduire leurs taux d'intérêt directeurs en juin et en septembre 2024, respectivement. Les écarts de taux d'intérêt entre les marchés développés et les économies en développement de la région Asie-Pacifique se sont ainsi réduits et les entrées nettes de capitaux dans la région sont devenues positives en 2024, ce qui a permis d'atténuer la menace de dépréciation monétaire qui planait sur la région ces dernières années et de réduire les prix des biens et services importés.

12. Face à l'assouplissement monétaire dans les principales économies développées et à l'affaiblissement de la demande intérieure, nombre de banques centrales de la région ont commencé à réduire les taux d'intérêt au second semestre de 2024. À partir de juillet, les banques centrales de la Chine, du Népal, du Pakistan, des Philippines, de la République de Corée, de Sri Lanka et de la Thaïlande ont procédé à leurs premières baisses des taux directeurs depuis plusieurs années.

13. Malgré une tendance générale au tassement, certains pays de l'Asie et du Pacifique restent confrontés à une inflation élevée. En République démocratique populaire lao, l'inflation a atteint 32 % en 2023 et 23 % en 2024, ce qui s'explique en partie par la dépréciation de la monnaie dans un contexte de réserves de change limitées et d'obligations élevées au titre du service de la dette extérieure. Le kip s'est déprécié de près de 14 % en 2024. Pour contrer la forte inflation, les autorités ont facilité la vente d'articles ménagers courants à prix cassés et stocké du riz. En République islamique d'Iran, l'inflation annuelle s'est située entre 30 et 45 % au cours de la période 2020-2024, les sanctions internationales pesant sur la balance des paiements et la monnaie locale. Les autorités ont subventionné les carburants et les produits alimentaires de base afin d'atténuer les effets de la forte inflation.

14. Bien que les prix des biens et des services se soient accrus moins rapidement ces derniers mois, le coût de la vie est resté élevé depuis la flambée des prix des produits de base au niveau mondial au début de 2022. Pour les économies en développement de la région Asie-Pacifique, le niveau global des prix dépassait de 19 % en 2024 celui de 2021. Dans les pays les moins avancés, les prix se sont accrus de près de 34 %. Même dans les pays où le niveau de l'inflation est plus gérable, des hausses temporaires des prix des biens essentiels peuvent avoir des répercussions importantes sur le bien-être de la population. En Inde, par exemple, où la malnutrition est très répandue, les prix des légumes ont grimpé de près de 30 % en juin 2024 en raison d'une vague de chaleur. Le même événement a également fait bondir les prix des denrées alimentaires et l'inflation globale au Bangladesh.

C. Emploi, pauvreté et inégalité

15. La stabilité assez générale des conditions du marché du travail dans son ensemble ces dernières années masque des différences dans la situation de l'emploi entre les secteurs. La croissance de l'emploi dans la région s'est légèrement ralentie, revenant de 1,9 % en 2023 à 1,2 % en 2024, tandis que le taux de chômage est resté inchangé par rapport à 2023, à 4,2 %. Près de 88 millions de personnes restent ainsi sans emploi. Globalement, le taux de chômage dépasse encore actuellement de 0,6 point de pourcentage celui d'avant la pandémie. Une reprise de l'emploi inégale selon les secteurs pourrait également creuser les inégalités de revenus au niveau national. Au milieu de 2024, l'emploi dans l'industrie manufacturière et dans les services d'hébergement et de restauration – où sont employés un grand nombre de travailleurs peu qualifiés – ne dépassait son niveau d'avant la pandémie que de 0,5 % et 1,0 %, respectivement. Dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, la progression était beaucoup plus importante (18,6 %).

16. Les jeunes se heurtent à des problèmes d'emploi dans plusieurs économies de la région. En tant que nouveaux venus sur le marché du travail, ils sont généralement plus vulnérables face aux ralentissements économiques et aux chocs structurels. Dans l'ensemble de la région, le chômage touchait près de 36 millions d'entre eux en 2024, avec un taux de 13,7 %. En Chine, le ralentissement économique, les effets persistants de la pandémie et l'inadéquation des compétences ont fait grimper ce taux, qui a culminé à 18,8 % en août 2024 avant de redescendre à 15,7 % en décembre. En Thaïlande, 68 % des jeunes déscolarisés et sans emploi ni formation ont récemment déclaré qu'ils n'étaient pas motivés pour acquérir des compétences ou chercher un emploi[3]. En Asie du Sud et du Sud-Ouest (à l'exclusion de la Türkiye), le taux de chômage des jeunes est resté élevé en 2024, s'établissant à 26,5 %, en baisse, toutefois, par rapport au pic de 31,6 % atteint en 2020. Cette situation entrave la capacité des gouvernements d'atteindre, entre autres, les cibles 8.5 et 8.6 associées aux objectifs de développement durable, qui visent à créer des emplois pour tous, y compris les jeunes, et à réduire la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.

17. Compte tenu du recul tendanciel de l'inflation, les niveaux des salaires corrigés de l'inflation ont progressé de 2,9 % en 2024, contre 1,6 % en 2023 et 1,4 % en 2022[4]. Dans certains pays, l'augmentation a également été due à des hausses de salaire. Par exemple, des hausses du salaire minimum mensuel ont été annoncées en Fédération de Russie, aux Fidji et en République démocratique populaire lao en 2024, et le salaire minimum devait être relevé en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande au début de 2025. Cependant, les données disponibles montrent que les niveaux des salaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation dans certains pays. Au Népal, par exemple, les salaires réels moyens ont augmenté de 4,6 % au cours de la période 2021-2023, alors que l'inflation annuelle moyenne était de 7,1 %. En 2023, l'inflation a également dépassé la croissance des salaires en Inde, en Malaisie, en Mongolie, au Pakistan, aux Philippines et en République démocratique populaire lao.

18. Malgré le dynamisme économique de l'Asie-Pacifique par rapport à d'autres parties du monde, la pauvreté perdure dans la région. Environ 500 millions de personnes souffrent d'une pauvreté multidimensionnelle, ce qui signifie qu'elles n'ont accès ni à des soins de santé adéquats, ni à l'éducation, ni aux services publics de base[5]. En Asie du Sud et du Sud-Ouest, environ 10,2 % de la population souffrent d'une pauvreté monétaire extrême, définie comme le fait de vivre sous le seuil de pauvreté international de 2,15 dollars par jour[6].

19. Les progrès réalisés ces dernières années sur la voie de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation d'autres objectifs de développement durable ont été inversés par des chocs négatifs, en particulier la pandémie de COVID-19 et une forte inflation. En 2022, 42 millions de personnes supplémentaires dans la région sont tombées dans l'extrême pauvreté[7]. Au niveau national, selon une

[3] Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et College of Population Studies, Social Research Institute, Chula Unisearch, *In-depth Research on Youth Not in Employment, Education or Training (NEET) in Thailand* (Bangkok, UNICEF, 2023).

[4] Organisation internationale du Travail, *Rapport mondial sur les salaires 2024-25 : Vers une baisse des inégalités salariales au niveau mondial ?* (Genève, 2024).

[5] *Social Outlook for Asia and the Pacific: Protecting Our Future Today – Social Protection in Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, 2024).

[6] CESAP *et al.*, « SDG1: no poverty » (2024). Disponible à l'adresse suivante : www.unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/SDG%201%20Goal%20Profile%20FINAL_040424_0.pdf.

[7] *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2024: Boosting Affordable and Longer-Term Financing for Governments* (publication des Nations Unies, 2024).

enquête menée en République démocratique populaire lao, au milieu de 2024, 63 % des ménages à faible revenu ont dû diminuer leur consommation alimentaire en raison du niveau élevé de l'inflation et environ un tiers des personnes interrogées ont déclaré avoir réduit leurs dépenses en matière d'éducation ou de soins de santé[8]. Aux Philippines, bien que le taux de pauvreté soit tombé de 18,1 % en 2021 à 15,5 % en 2023, une inflation exceptionnellement marquée en 2023 a empêché un plus grand nombre de personnes de sortir de la pauvreté[9]. Dans le même temps, les chocs climatiques, comme les précipitations extrêmes qui ont frappé la Chine au milieu de 2024 et le typhon Yagi qui a touché plusieurs pays d'Asie du Sud-Est en septembre 2024, ont également eu de larges répercussions et causé de graves dommages aux terres agricoles et à la production, entraînant un alourdissement de la charge de la dette des ménages touchés.

20. Les inégalités socioéconomiques progressent également. Les inégalités de revenus se sont accentuées dans plus de la moitié des pays en développement de la région Asie-Pacifique entre 2019 et 2022. En ce qui concerne les disparités entre les genres, moins de la moitié des femmes en âge de travailler dans la région font partie de la population active et l'écart régional entre les genres en matière de participation à la population active reste élevé, s'établissant à 30 points de pourcentage en 2024[10]. La pauvreté persistante et l'aggravation des inégalités dans la région s'expliquent en grande partie par l'insuffisance des systèmes de protection sociale, 36 % seulement des personnes vulnérables bénéficiant d'une forme quelconque de sécurité du revenu. Pour venir en aide aux personnes pauvres et vulnérables, les autorités de la région ont engagé diverses actions. Par exemple, le Gouvernement philippin a déployé un programme d'appui aux moyens de subsistance pour les personnes ayant perdu leur emploi pendant la pandémie de COVID-19, le Gouvernement sri-lankais a mis en place un programme d'aides financières en faveur d'environ 2 millions de ménages à faible revenu et le Gouvernement thaïlandais a procédé à des transferts en espèces d'un montant d'environ 290 dollars aux personnes répondant aux conditions requises.

D. Situation budgétaire et dette publique

21. Dans les économies en développement de la région Asie-Pacifique, le rapport moyen déficit budgétaire/produit intérieur brut (PIB) devrait rester stable à 3,2 % en 2024, en baisse par rapport au pic de 5,8 % atteint en 2020, mais toujours supérieur à la moyenne de 2,1 % enregistrée pendant la période prépandémique (2015-2019). Une partie de l'accroissement du déficit budgétaire ces dernières années peut être attribuée aux dépenses publiques nécessaires pour continuer à assurer le bien-être de la population face au coût élevé de la vie ; aux investissements publics dans le développement des infrastructures ; au ralentissement de la croissance économique, qui a nui au recouvrement des recettes publiques et à l'alourdissement du service de la dette souveraine en raison de l'augmentation de la dette publique et des niveaux des taux d'intérêt.

22. Le ratio moyen de la dette publique au PIB est également resté stable à 53,8 % en 2024, mais il était encore supérieur de 13 points de pourcentage au niveau moyen enregistré pendant la période prépandémique (2015-2019). Bien que l'utilisation productive des fonds empruntés et la bonne gestion de la dette soient plus importantes pour la viabilité de la dette à long terme que ce que le ratio dette publique/PIB peut suggérer, les niveaux élevés d'endettement

[8] Banque mondiale, « Household welfare monitoring in the Lao PDR », 3 septembre 2024.

[9] Philippines, National Economic and Development Authority, « PH makes significant progress in poverty reduction, single-digit poverty rate achievable by 2028 – NEDA », 22 juillet 2024.

[10] ESCAP/APPC(7)/INF/3.

ont pesé sur certains pays de la région qui se trouvent dans une situation économique vulnérable. Par exemple, sur les 21 pays à faible revenu de la région Asie-Pacifique qui ont fait l'objet d'une analyse de viabilité de la dette par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, un a été considéré comme étant en situation de surendettement[11] et 10 ont été classés comme présentant un risque élevé de surendettement[12], dont un grand nombre de petits États insulaires en développement du Pacifique. Plus inquiétant encore, la part moyenne dans les recettes publiques des paiements d'intérêts au titre de la dette publique a augmenté de 3,6 points de pourcentage en 2023 par rapport au niveau de la période prépandémique (2015-2019). Au Pakistan et à Sri Lanka, ces paiements d'intérêts ont représenté respectivement environ 60 et 78 % des recettes publiques en 2023.

23. Face à des niveaux d'endettement public relativement élevés, les pays de la région ont adopté des mesures pour restaurer leur marge de manœuvre budgétaire. Nombre de ces initiatives visent à accroître l'efficacité des dépenses publiques. Par exemple, le Gouvernement malaisien est passé de subventions générales à des subventions ciblées pour le carburant et l'aide sociale. Aux Maldives, les subventions aux carburants et à l'électricité ont été réduites et des transferts directs de revenus ciblant les ménages vulnérables ont été mis en place. D'autres initiatives visent à générer des ressources budgétaires grâce à des mesures axées sur la santé, l'équité sociale ou la durabilité environnementale. Par exemple, le Gouvernement indonésien a imposé des taxes plus élevées sur le secteur des loisirs et les cigarettes électroniques ; le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a augmenté les taux des droits d'accise sur les véhicules et les appareils de jeux ; le Gouvernement singapourien a relevé sa taxe carbone et le Gouvernement de la Fédération de Russie a introduit un nouveau régime d'impôt progressif sur le revenu des personnes physiques. En outre, plusieurs gouvernements de la région ont accru les taux d'imposition. C'est le cas notamment aux Fidji et à Sri Lanka, où la taxe sur la valeur ajoutée est passée de 15 à 18 %, et au Viet Nam, où le taux de l'impôt sur les sociétés applicable à 122 entreprises multinationales a été porté de 5 à 15 %.

24. L'assainissement des finances publiques en cours risque de toucher de manière disproportionnée les populations vulnérables. Dans un contexte d'accroissement des risques budgétaires et d'inadéquation des initiatives multilatérales indispensables pour accroître le volume, rallonger la durée et améliorer l'accessibilité des financements nécessaires aux apports financiers publics, un nouveau resserrement budgétaire par le biais de hausses d'impôts et l'utilisation à d'autres fins de ressources budgétaires affectées aux services publics essentiels pourraient aggraver les disparités socioéconomiques. Par exemple, la réduction des programmes de protection sociale pourrait avoir un impact négatif sur le bien-être des enfants, des femmes et des personnes handicapées en particulier, car ces populations pâtissent déjà de faibles taux de couverture et de prestations de niveaux insuffisants.

III. Perspectives macroéconomiques à court terme

25. La croissance économique des pays en développement de la région Asie-Pacifique devrait se ralentir légèrement à court terme, tombant du niveau estimé de 4,7 % en 2024 au niveau prévu de 4,4 % en 2025 et de 4,3 % en 2026. Les exportations de marchandises de certains pays devraient encore bénéficier de la forte demande mondiale de produits électroniques et de semi-conducteurs, mais la demande extérieure globale devrait être limitée par

[11] République démocratique populaire lao.

[12] Afghanistan, Îles Marshall, Kiribati, Maldives, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tadjikistan, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

une activité économique relativement atone dans les principales économies développées. La croissance de la production aux États-Unis devrait revenir de 2,8-2,9 % pendant la période 2023-2024 à 1,9-2,1 % pendant la période 2025-2026 [13] . Dans l'Union européenne, un modeste rebond économique est prévu, avec une croissance de la production se situant, selon les estimations, à 1,3-1,5 % sur la période 2025-2026. Dans ce contexte, c'est la demande intérieure dans les différents pays qui devrait être le moteur de la croissance économique de la région ces prochaines années. La stabilité de l'emploi et la baisse de l'inflation pourraient stimuler la demande des consommateurs, ce qui favoriserait l'investissement des entreprises, dont l'expansion pourrait être freinée, toutefois, par l'accentuation des incertitudes économiques mondiales sous l'effet du protectionnisme commercial et des tensions géopolitiques. La marge de manœuvre disponible pour la mise en œuvre, si nécessaire, de mesures d'appui budgétaire s'est également rétrécie dans un contexte de situations plus tendues des finances publiques.

26. Les perspectives économiques à court terme varient selon les sous-régions. En Asie de l'Est et du Nord-Est, l'économie chinoise, qui représente 46 % de la production économique de l'ensemble de la région Asie-Pacifique, devrait rester sous tension face à plusieurs défis économiques à court terme. La croissance économique du pays devrait se ralentir, tombant de 5 % en 2024 à 4,5 % en 2025 et à 4,3 % en 2026. En Asie du Sud-Est, la diversification en cours des chaînes de valeur manufacturières, la forte demande mondiale de produits de haute technologie et le renforcement de la consommation intérieure devraient contribuer à la stabilité de l'expansion économique. En Asie du Sud et du Sud-Ouest, l'économie indienne devrait croître à un rythme plus lent en raison d'un ralentissement de la consommation des ménages et de la croissance des dépenses en immobilisations. Malgré le ralentissement général qui devrait s'ensuivre dans la sous-région, la croissance de la production au Bhoutan, au Népal et au Pakistan devrait s'accélérer en 2025. En Asie du Nord et en Asie centrale, un ralentissement économique est attendu en raison de l'affaiblissement des perspectives en Fédération de Russie, imputable au niveau élevé des taux d'intérêt et à la dépréciation de la monnaie. Dans le Pacifique, la croissance économique des petites économies insulaires devrait s'accélérer grâce à l'augmentation continue des arrivées de touristes et des envois de fonds.

27. L'inflation globale dans les économies en développement de la région Asie-Pacifique devrait continuer à reculer, revenant de 5,1 % en 2024 à 4,3 % en 2025 et 3,7 % en 2026, selon les prévisions. La baisse des prix mondiaux des produits de base et le renforcement des monnaies nationales devraient contribuer à contenir les pressions inflationnistes. Après un fléchissement de 5,8 % en 2024, l'indice mondial des prix de l'énergie devrait encore diminuer de 6,2 % en 2025[14].

28. Les projections macroéconomiques de référence dépendent d'au moins trois facteurs majeurs. Le premier est la montée du protectionnisme commercial. À l'échelle mondiale, le nombre de mesures de restriction des échanges a grimpé en flèche en 2024, dépassant le nombre de mesures en vigueur au plus fort des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours de la période 2018-2020. Les échanges concernés par le nombre croissant de restrictions à l'importation imposées par les économies du Groupe des 20 se chiffraient, selon les estimations, à 2 300 milliards de dollars en 2024, soit l'équivalent de 9,4 % des importations mondiales[15]. Le protectionnisme

[13] *World Economic Situation and Prospects 2025* (publication des Nations Unies, 2025).

[14] Banque mondiale, *Commodity Markets Outlook: October 2024* (Washington, 2024).

[15] Organisation mondiale du commerce, *Report on G20 Trade Measures* (Genève, 2024).

commercial s'intensifie encore. Les hausses des droits de douane annoncées par les États-Unis et les mesures de rétorsion qui suivront probablement pourraient entraîner un plus grand découplage technologique et des perturbations dans les chaînes de valeur régionales, exposant ainsi plusieurs économies émergentes de la région Asie-Pacifique à des chocs économiques qui auront des retombées négatives sur d'autres pays de la région.

29. Le deuxième facteur qui influe sur les projections est le maintien plus longtemps que prévu de taux d'intérêt élevés au niveau mondial. Malgré le déclin progressif de l'inflation mondiale et le début de l'assouplissement monétaire au second semestre de 2024, la poursuite de la désinflation est sujette à plusieurs incertitudes. Par exemple, l'augmentation des droits de douane sur les importations et les politiques d'immigration plus strictes envisagées aux États-Unis sont inflationnistes par nature. De fait, l'incertitude quant au calendrier et à l'ampleur de ces changements d'orientation a accru l'incertitude économique et a déjà poussé les banques centrales à différer la réduction des taux d'intérêt dans certains pays en développement. Dans le même temps, l'escalade potentielle des conflits géopolitiques dans certaines parties de l'Europe et du Moyen-Orient pourrait à nouveau perturber les principales routes maritimes et les chaînes d'approvisionnement mondiales et entraîner des fluctuations des prix mondiaux des matières premières, ce qui aurait des conséquences directes sur les orientations de la politique monétaire.

30. Le troisième facteur est la performance des grandes économies. En Chine, pour faire face au ralentissement relatif de la croissance économique, à l'affaiblissement de la confiance du marché et à la baisse des rendements du capital, les autorités ont récemment engagé plusieurs initiatives, y compris le versement de subventions par l'État pour inciter les particuliers à changer leurs véhicules et divers articles ménagers pour des modèles plus récents, ainsi que des réductions des taux d'intérêt directeurs, du ratio de réserves obligatoires pour les banques et du montant de l'acompte minimum pour les prêts hypothécaires au logement. Si l'on s'attend généralement à ce que de nouvelles mesures de relance budgétaire et monétaire soient introduites, l'orientation, le rythme et l'ampleur de ces mesures restent incertains. En Inde, les pouvoirs publics ont récemment relevé les plafonds d'exonération de l'impôt sur le revenu afin de stimuler les dépenses de consommation de la classe moyenne, maintenu d'importants investissements publics dans des projets d'infrastructure et introduit des aides budgétaires pour les activités industrielles de petite échelle. Ces mesures pourraient relancer la croissance économique, bien que les retombées au-delà des économies voisines puissent être limitées compte tenu du niveau moindre des échanges entre l'Inde et le reste de la région.

31. Les responsables économiques de la région doivent rester vigilants et se préparer à faire face à ces incertitudes. Il importera de poursuivre les efforts pour accroître les ressources budgétaires en dépensant intelligemment et en taxant équitablement, ainsi que d'assurer une gestion macroéconomique prudente pour veiller à ce qu'il ne soit pas mis fin prématurément au soutien apporté par une politique budgétaire et monétaire accommodante. En outre, un moyen efficace de se prémunir contre des chocs extérieurs imprévus est d'être prêt à mettre en œuvre des politiques économiques de soutien, par exemple en préparant une série de projets d'investissement qui pourraient être appuyés le cas échéant par des mesures de relance budgétaire.

32. Les perspectives de ralentissement de la croissance économique en Asie et dans le Pacifique, la multiplication des restrictions commerciales et les incertitudes économiques à l'échelle mondiale auront des répercussions directes sur la capacité de la région d'atteindre les objectifs de développement durable et de donner effet à d'autres engagements mondiaux, y compris

l'Accord de Paris. La montée des incertitudes conduit à une augmentation de l'épargne de précaution des ménages, limite les prêts des banques et retarde les décisions d'investissement des entreprises, autant de facteurs, qui, conjugués, ont une incidence négative sur l'emploi et les conditions salariales. Une période prolongée de coûts d'emprunt élevés aggraverait les risques budgétaires et compromettrait la fourniture par les pouvoirs publics des services sociaux de base. Plus généralement, la détérioration de la confiance dans le multilatéralisme pourrait freiner la coopération mondiale et régionale qui vise à venir en aide aux pays qui en ont le plus besoin.

IV. Enjeux pour la croissance économique et le développement à moyen terme[16]

33. Au moins 15 pays en développement de la région Asie-Pacifique, représentant environ 85 % de la population de la région, ont inclus des objectifs spécifiques en matière de croissance économique et de niveau de revenu dans leurs plans et stratégies de développement nationaux, ainsi que divers modèles et approches censés faciliter leur réalisation. Dans le même temps, la validité des modèles de croissance et de développement utilisés par les pays en développement de la région Asie-Pacifique est de plus en plus mise à l'épreuve, alors que la région doit faire face à divers nouveaux enjeux pour soutenir la croissance économique et le développement à moyen terme.

34. Le premier de ces enjeux est le ralentissement du rythme de convergence des niveaux de revenu par habitant entre les économies en développement de l'Asie-Pacifique et les économies les plus développées du monde. Le ratio entre le revenu national brut par habitant de l'Asie du Sud-Est et celui des États-Unis a atteint un niveau record en 2013. Pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale, ainsi que pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, ces ratios ont culminé en 2014[17]. Ce ralentissement de la convergence des revenus est étroitement lié à une décélération généralisée de la croissance de la productivité du travail dans la région depuis la crise financière mondiale de 2007-2008.

35. Plusieurs facteurs ont contribué à ce ralentissement. Tout d'abord, les effets positifs de l'accumulation de capital sur les gains de productivité et la croissance de la production se sont atténués au fur et à mesure que les pays de l'Asie et du Pacifique se sont développés. Bien qu'elle ait aidé de nombreux pays de la région à passer du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire, l'accumulation de capital ne suffit pas à elle seule à leur permettre d'échapper au piège du revenu intermédiaire et de passer au statut de pays à revenu élevé. Deuxièmement, le vieillissement rapide de la population dans certains grands pays de la région a pesé sur la croissance de la productivité régionale, car l'innovation tend à être moindre quand la main-d'œuvre est plus âgée. Troisièmement, les disparités importantes et persistantes entre les niveaux de productivité des entreprises d'un même secteur mettent en évidence une mauvaise répartition du travail et du capital dans la région. Quatrièmement, un ralentissement généralisé des gains de productivité au niveau mondial a sans doute exercé une pression à la baisse sur la progression de la productivité en Asie et dans le Pacifique.

[16] Cette section est fondée sur les recherches en cours du secrétariat dont les résultats seront présentés dans la prochaine publication *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2025.*

[17] Les niveaux du revenu national brut par habitant dans les sous-régions de l'Asie et du Pacifique sont calculés en tant que valeurs médianes.

36. Le deuxième enjeu concerne la réduction de la participation au segment de la production dans les chaînes de valeur mondiales et la difficulté croissante à se diversifier dans des segments à plus forte valeur ajoutée. La création de valeur se déplace de plus en plus vers l'amont (comme les services assurés au niveau des sièges et les activités de recherche-développement) et l'aval (comme la logistique et la commercialisation) des chaînes de valeur, ces deux segments étant tous deux dominés par les pays développés et les grandes entreprises multinationales. Les pays en développement, y compris ceux de l'Asie et du Pacifique, restent pour leur part limités aux segments intermédiaires, qui consistent en des activités de production à faible valeur ajoutée.

37. Les effets négatifs de cette spécialisation fonctionnelle au sein des chaînes de valeur peuvent déjà être observés dans les économies en développement de la région Asie-Pacifique. Par exemple, l'analyse du secrétariat montre que la contribution de l'activité manufacturière à l'expansion de la production et de l'emploi non agricole a diminué depuis la crise financière mondiale de 2007-2008 [18], ce qui coïncide avec un ralentissement de la croissance de la productivité du travail dans la région. La dépendance des exportations de la région à l'égard de l'industrie manufacturière constitue un autre enjeu, car la valeur ajoutée des exportations s'est déplacée dans une large mesure du secteur manufacturier vers les secteurs des services [19]. À l'avenir, les bénéfices et les salaires dans l'activité manufacturière de la région tournée vers l'exportation pourraient faire face à des pressions croissantes, faute d'une diversification dans des segments à plus forte valeur ajoutée des chaînes de valeur mondiales.

38. Cependant, progresser vers le haut dans les chaînes de valeur mondiales est une tâche de plus en plus ardue dans l'environnement économique mondial actuel. La montée du protectionnisme commercial limite l'accès des pays en développement aux marchés développés. La concurrence technologique internationale s'est également intensifiée et élargie et concerne désormais un plus grand nombre de secteurs économiques. L'importance stratégique des technologies émergentes, telles que les télécommunications de nouvelle génération et l'intelligence artificielle, pour la compétitivité économique et la sécurité nationales, donne à penser que la concurrence et le découplage technologiques risquent de s'accentuer, ce qui nuirait à la diffusion des technologies et à l'innovation.

39. Le troisième enjeu est celui de l'arbitrage délicat à faire entre la poursuite des objectifs macroéconomiques traditionnels, comme la stabilité et la croissance économiques, et la promotion d'une transformation économique verte. Vaste et peuplée, la région de l'Asie et du Pacifique est la plus importante émettrice de carbone au monde et représente environ 60 % du total des émissions mondiales. Même calculés par habitant, les niveaux d'émission de certaines économies en développement de la région s'approchent de ceux des pays développés, en raison d'une forte industrialisation et d'une intensité énergétique élevée. Face à l'aggravation de la crise climatique, les économies de la région se trouvent de plus en plus contraintes d'accélérer leur action en faveur du climat. La transformation économique verte peut toutefois être souhaitable du point de vue de l'économie nationale. Par exemple, pour les pays qui cherchent à accroître leur approvisionnement en énergie, donner la priorité aux sources d'énergie renouvelables peut être une option viable car ces énergies sont devenues plus compétitives par rapport aux combustibles fossiles.

[18] *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2022: Building Forward Fairer – Economic Policies for an Inclusive Recovery and Development* (publication des Nations Unies, 2022).

[19] Richard Baldwin et Tadashi Ito, « The smile curve: evolving sources of value added in manufacturing », *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, vol. 54, nº 4 (novembre 2021), p. 1842-1880.

Ils pourront ainsi éviter d'acquérir de nouvelles infrastructures électriques qui pourraient se transformer en actifs échoués au fur et à mesure que la transition énergétique progresse. En outre, la région doit se préparer à une éventuelle prolifération des taxes sur le carbone ou des réglementations environnementales touchant les exportations, comme le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières introduit par l'Union européenne en 2023.

40. Les pays en développement de la région Asie-Pacifique peuvent toutefois se heurter à des difficultés macroéconomiques dans leur quête d'une transformation économique verte. Le coût des énergies renouvelables peut rester plus élevé que celui des combustibles fossiles dans les pays disposant d'importantes réserves de ces combustibles et d'importantes capacités d'extraction. Dans les pays moins développés où la marge de manœuvre budgétaire est limitée, les autorités peuvent avoir à choisir entre le maintien des services publics essentiels, tels que les soins de santé et l'éducation, et le subventionnement de la transition énergétique afin d'éviter une hausse de l'inflation et une érosion de la compétitivité à l'exportation sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie sur le marché intérieur. Les pressions qui s'exercent en faveur de l'accélération de la transition énergétique compliquent leurs décisions quant à la meilleure façon d'utiliser des ressources financières publiques limitées. Même lorsque les énergies renouvelables sont compétitives sur le plan des coûts, certains pays peuvent encore devoir recourir à l'importation de technologies, d'équipements et de services de maintenance pour parvenir à une transformation verte, ce qui risque de dégrader les soldes des balances des opérations courantes, d'exercer une pression à la baisse sur les réserves de change et d'alourdir le fardeau de la dette extérieure, notamment pour les plus vulnérables d'entre eux au niveau macroéconomique.

V. Politiques économiques propres à favoriser une croissance économique et un développement durables

41. Compte tenu des enjeux mis en évidence dans la section précédente, les décideurs économiques de l'Asie et du Pacifique devraient envisager au moins trois stratégies. La première consiste à donner la priorité à l'amélioration de la productivité et à la mise à niveau sectorielle. L'augmentation de la productivité du travail est la clef d'une croissance soutenue de l'économie et des revenus. Pour accroître la productivité du travail, les autorités devraient mettre en place des programmes d'éducation et de formation professionnelle ciblés, encourager l'innovation technologique, renforcer l'efficacité économique dans l'allocation des ressources, encourager la transformation économique vers les secteurs à forte valeur ajoutée et améliorer les conditions d'activité des entreprises. S'agissant de la promotion de la mise à niveau sectorielle, les politiques industrielles peuvent être mises à profit pour remédier aux défaillances du marché et soutenir les champions locaux en matière de progrès et de valorisation technologiques. La mise en œuvre de ces politiques devrait toutefois être assujettie à des objectifs, des échéances et une répartition des responsabilités bien établis.

42. La deuxième stratégie consiste à intégrer les chaînes de valeur régionales vertes. Les pays en développement de la région Asie-Pacifique sont bien placés pour tirer parti des perspectives ouvertes par la croissance rapide de l'économie verte au niveau mondial. La région s'est imposée comme l'un des principaux fournisseurs de technologies d'énergie renouvelable, de batteries au lithium et de véhicules électriques, entre autres, en tirant parti de ses ressources minérales essentielles, de ses innovations technologiques nationales et de ses chaînes de valeur manufacturières sans égales. Des chaînes de valeur régionales vertes plus robustes renforceraient la compétitivité et la résilience de la région dans ces secteurs, tout en favorisant une répartition plus équitable des possibilités offertes par l'économie verte dans la région.

43. La troisième stratégie consiste à promouvoir une coopération régionale inclusive. Malgré un déclin général de la coopération et de l'intégration économiques mondiales, les chocs négatifs récents et une fragmentation croissante du commerce, les échanges et les investissements intrarégionaux ont prospéré en Asie et dans le Pacifique et contribué à la résilience économique de la région. Cette volonté régionale de favoriser l'ouverture et la coopération économiques présente des avantages pour toutes les parties concernées. Il importe que la région renforce son approche collaborative et inclusive du développement économique à l'heure où la concurrence économique et technologique s'intensifie entre les principales économies mondiales.

VI. Questions portées à l'attention de la Commission

44. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique est invitée à examiner et à soumettre au débat les évaluations de la situation macroéconomique figurant dans le présent document et les stratégies envisagées, à faire part de ses observations et à donner au secrétariat des orientations concernant ses prochains travaux d'analyse ainsi que la planification et la préparation des futures activités d'assistance technique et de renforcement des capacités.

45. La Commission est encouragée à communiquer des informations sur les expériences et initiatives propres à chaque pays face à ces différentes problématiques afin de permettre aux participant(e)s d'apprendre les un(e)s des autres et d'enrichir leurs débats. Les membres et les membres associés souhaiteront peut-être partager les expériences de leur pays concernant les questions suivantes :

a) La marge de manœuvre disponible en matière de politique budgétaire et monétaire et la volonté de l'utiliser en cas d'incertitudes économiques ;

b) Le recours à des interventions proactives pour favoriser la croissance de la productivité du travail et la mise à niveau sectorielle ;

c) La promotion des secteurs économiques verts nationaux et la participation aux chaînes de valeur régionales vertes ;

d) Le partage des meilleures pratiques pour une coopération économique régionale inclusive.